

Processus de négociation collective

Règlement 15B



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada

Processus de négociation collective

Règlement 15 B



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada

RÈGLEMENT 15

Le processus de négociation collective de l'AFPC

INTRODUCTION

La participation et la mobilisation de l'effectif forment l'assise du processus de négociation collective. Grâce à ce processus, nous protégeons et améliorons nos conditions de vie au travail et nous aidons à renforcer le mouvement syndical. La négociation collective est également un important mécanisme de promotion de nos objectifs en matière de droits de la personne et de justice sociale. La négociation collective avantage la société en général et nous donne l'occasion de rendre plus inclusifs et plus progressistes les milieux de travail. Grâce à la participation et à l'autonomisation de tous les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) par le biais du processus de négociation collective, nous pourrions concrétiser nos aspirations et nos objectifs communs en tant que groupe et créer un syndicat plus fort.

L'AFPC est un grand syndicat diversifié qui s'est engagé à doter toutes les unités de négociation — peu importe leur taille ou le secteur auquel elles sont rattachées — d'une chance égale d'atteindre leurs propres buts et de promouvoir la vision du syndicat en matière de justice sociale et d'égalité. La mobilisation et la participation de tout l'effectif sont à la base d'une négociation fructueuse. En conséquence, une communication, une mobilisation et une participation soutenues sont au cœur de notre démarche pendant tout le processus de négociation collective.

Le présent document décrit le cadre démocratique permettant à l'AFPC de s'assurer que toutes les personnes participant au processus — depuis les membres et leurs déléguées et délégués sur le lieu de travail jusqu'à la présidence nationale en passant par le personnel du syndicat — comprennent leurs rôles et responsabilités dans la négociation d'une convention collective.

STRUCTURE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est divisé en trois sections. Ceci permet à notre syndicat de tenir compte de la diversité des unités de négociation au sein de l'AFPC et de soutenir l'engagement de ses membres dans le processus de négociation collective. Ces trois sections du règlement sont les suivantes : 15A – Unités de négociation du Conseil du Trésor et des agences; 15B – Unités de négociation des gouvernements territoriaux et unités de négociation nationales; 15C – Sections locales à charte directe et unités de négociation régionales.

Règlement 15B – Table des matières

1.	APPLICATION	1
2.	RÔLES ET RESPONSABILITÉS	1
2.1	Membres	1
2.2	Sections locales et succursales	1
2.3	Éléments.....	2
2.4	Conseil national d'administration (CNA)	2
2.5	Comité de la négociation collective (CNC) du CNA.....	3
2.6	Comité national de coordination de la stratégie (CNCS)	3
2.7	Équipes de négociation	3
2.8	Conseils de région.....	4
2.9	Comité exécutif de l'Alliance (CEA)	5
2.10	Présidence nationale	5
3.	PROCESSUS DE NÉGOCIATION COLLECTIVE	6
3.1	Création d'un comité de coordination de la stratégie (CCS).....	6
3.2	Conférences sur la négociation (le cas échéant)	6
3.3	Conférences	7
3.4	Équipes de négociation	8
3.5	Élections ou choix des membres et composition des équipes de négociations.....	9
3.6	Protocole d'accord.....	9
3.7	Scrutins	10
4.	DÉROGATION AU RÈGLEMENT	11

RÈGLEMENT 15B

15B – NÉGOCIATION COLLECTIVE POUR LES UNITÉS DES GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX ET DES SOCIÉTÉS D'ÉNERGIE AINSI QUE POUR LES UNITÉS NATIONALES (AUTRES QUE CELLES DU CT, DE L'ARC, DE PARCS CANADA ET DE L'ACIA)

1. APPLICATION

La présente section du règlement s'applique à nos unités de négociation des sociétés d'énergie du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ainsi qu'à nos unités de négociation des gouvernements territoriaux. Elle s'applique également à toutes nos unités de négociation nationales qui réunissent des membres de plus d'une des sept régions de l'AFPC, à l'exclusion des unités de négociation du Conseil du trésor (CT), de l'Agence du revenu du Canada (ARC), de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

2. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

2.1 Membres

2.1.1 Les membres sont la cheville ouvrière du processus de négociation collective. Leur soutien actif et leur mobilisation sont essentiels à une négociation collective fructueuse. La force de notre syndicat réside dans la force de notre effectif.

2.2 Sections locales et succursales

2.2.1 Les sections locales sont le premier point de contact de la plupart des membres des unités de négociation avec le syndicat. La direction des sections locales joue donc un rôle déterminant dans notre capacité de mobiliser notre effectif et de marquer des points à la table de négociation.

2.2.2 Les sections locales et l'Élément reçoivent l'appel de revendications et aident à le distribuer aux membres de leur unité de négociation. Les sections locales reçoivent ensuite les revendications contractuelles de leurs membres. C'est à elles qu'il incombe de transmettre les revendications à leur Élément.

- 2.2.3 Les sections locales ont la responsabilité d'aider à structurer les revendications contractuelles des membres et à contribuer à l'élaboration des explications concernant les revendications.
- 2.2.4 Les sections locales, de concert avec l'AFPC, tiennent des scrutins sur la ratification, la grève ou la méthode de règlement d'un différend, par exemple, auprès de leurs membres.

2.3 Éléments

- 2.3.1 Les sections locales et l'Élément reçoivent l'appel de revendications et aident à le distribuer aux membres de leur unité de négociation.
- 2.3.2 L'Élément reçoit, examine, modifie et/ou complète les revendications, puis les transmet à l'AFPC conformément au présent règlement.
- 2.3.3 Les Éléments appuient le processus de négociation en élisant ou choisissant, parmi les membres de l'unité de négociation qui prennent part aux activités syndicales et qui souscrivent aux principes syndicaux, les personnes qui représenteront les membres de l'unité de négociation aux conférences sur la négociation, conformément au présent règlement. Les personnes déléguées aux conférences sur la négociation ont la responsabilité d'appuyer la mobilisation des membres pendant tout le processus de négociation.
- 2.3.4 Les Éléments doivent tenir leurs membres informés des questions abordées pendant les négociations et s'assurer que toutes leurs composantes appuient solidement les activités de mobilisation.
- 2.3.5 Les Éléments, de concert avec l'AFPC, tiennent des scrutins sur la ratification, la grève ou la méthode de règlement d'un différend, par exemple, auprès de leurs membres.

2.4 Conseil national d'administration (CNA)

- 2.4.1 En tant qu'instance dirigeante du syndicat entre les congrès, le CNA établit la politique à suivre en matière de négociation collective.
- 2.4.2 Le CNA a la responsabilité d'appuyer sans réserve les recommandations d'une équipe de négociation et ne peut faire aucune déclaration publique réprouvant ou mettant en question la décision de l'équipe de négociation.

2.4.3 Les membres du CNA dont l'Élément compte des membres dans l'unité de négociation ont la responsabilité de participer activement aux efforts de mobilisation.

2.4.4 Les membres du CNA dont l'Élément compte des membres dans l'unité de négociation sont élus/choisis pour siéger au Comité régional de coordination de la stratégie et/ou au Comité régional de coordination de la grève. Les membres du CNA peuvent désigner une suppléance à même leur Élément.

2.5 Comité de la négociation collective (CNC) du CNA

2.5.1 Le CNC du CNA est constitué de membres dudit Conseil nommés par la présidence nationale de l'AFPC, et sa présidence est assumée par les membres du CEA responsables de la négociation collective.

2.5.2 Le CNC peut être appelé à examiner des questions relatives à la négociation collective que lui soumet le CNA ou le CEA et à formuler des recommandations, selon le cas.

2.6 Comité national de coordination de la stratégie (CNCS)

2.6.1 Le CCS apporte un soutien et des conseils stratégiques clés pendant tout le processus de négociation et formule des recommandations à la présidence nationale, au CEA et au CNA sur des questions comme le calendrier des négociations, la stratégie de négociation ainsi que la stratégie de communications et de mobilisation.

2.6.2 Le CCS formule, au besoin, des recommandations clés à l'intention de la présidence nationale, du CEA et du CNA concernant la stratégie de grève et la mobilisation.

2.7 Équipes de négociation

2.7.1 Les équipes de négociation représentent tous les membres de l'unité de négociation à la table de négociation et jouent un rôle essentiel dans le processus de négociation.

2.7.2 Les équipes de négociation sont censées participer directement avec les autres travailleuses et travailleurs à l'ensemble du processus de négociation.

- 2.7.3 Les équipes de négociation doivent veiller à ce que le processus de négociation contribue au renforcement du syndicat et progresse dans l'intérêt de tous les membres.
- 2.7.4 Les équipes de négociation doivent se conformer aux statuts, règlements et politiques de l'AFPC.
- 2.7.5 Les équipes de négociation sont composées d'activistes syndicaux convaincus, qui prennent part aux activités syndicales et souscrivent aux principes syndicaux, y compris la justice sociale et les droits de la personne.
- 2.7.6 Les équipes de négociation donnent un aperçu essentiel des conditions de travail des membres de leur unité de négociation, présentent de l'information sur le sujet et fournissent des explications sur les revendications contractuelles.
- 2.7.7 Les équipes de négociation ont la responsabilité de transmettre aux membres de leur unité de négociation des informations sur l'évolution de la négociation et de leur fournir des explications quant aux décisions prises à la table de négociation.
- 2.7.8 Les membres des équipes de négociation doivent, de façon continue, se tenir mutuellement informés des questions pertinentes dont notre effectif leur a fait part au cours de leurs activités de communication et de sensibilisation.
- 2.7.9 Les équipes de négociation participent au processus de négociation en assumant les tâches suivantes : examiner les revendications contractuelles, les mettre au point et établir leur ordre de priorité; participer à la négociation et, au besoin, aux discussions sur la stratégie et la mobilisation; prendre des décisions au sujet des offres patronales et des accords de principe; prendre part aux activités de mobilisation mises sur pied pour l'unité de négociation.
- 2.7.10 Les membres des équipes de négociation doivent décider d'accepter ou de rejeter le protocole d'accord qui leur est proposé, avant de le soumettre au vote des membres de leur unité de négociation. Une fois cette décision prise, tous les membres de l'équipe de négociation doivent s'y rallier.

2.8 Conseils de région

- 2.8.1 Les conseils de région, formés de dirigeantes et de dirigeants élus dans chaque région, jouent un rôle crucial dans la mobilisation régionale

pendant les processus de négociation et de mobilisation à la grève, particulièrement lors d'une négociation globale ou concertée.

- 2.8.2 Les conseils de région constituent un important mécanisme de diffusion de l'information, d'appel à la solidarité et de promotion du soutien aux unités de négociation de l'AFPC ayant besoin d'aide.

2.9 Comité exécutif de l'Alliance (CEA)

- 2.9.1 Le CEA veille à l'instauration d'un climat de négociation efficace en nommant le personnel requis pour faciliter la négociation et la mobilisation de l'effectif.
- 2.9.2 Le CEA décide s'il y a lieu de tenir des conférences sur la négociation lorsque c'est faisable.
- 2.9.3 Le CEA détermine la taille de l'équipe de négociation conformément aux paramètres établis en 3.8.
- 2.9.4 Le CEA veille à la représentativité des équipes de négociation en nommant, en vertu du pouvoir qui lui est conféré, des membres de ces équipes.
- 2.9.5 Seul le CEA peut retirer une personne d'une équipe de négociation.
- 2.9.6 Seul le CEA peut approuver les protocoles d'accord et les lettres d'entente.
- 2.9.7 Le CEA est responsable d'approuver les lignes directrices administratives régissant les activités associées au Règlement 15.
- 2.9.8. La présidence nationale est seule à pouvoir interpréter les Statuts de l'AFPC et le présent règlement.

2.10 Présidence nationale

- 2.10.1 La présidence nationale est seule à pouvoir autoriser un vote de grève ainsi que le déclenchement ou la fin d'un mouvement de grève.
- 2.10.2 La présidence nationale (ou sa suppléance), après avoir consulté l'équipe ou les équipes de négociation visées, peut engager des négociations directes avec l'employeur afin de conclure un protocole d'accord.

3. PROCESSUS DE NÉGOCIATION COLLECTIVE

3.1 Création d'un comité de coordination de la stratégie (CCS)

3.1.1 La personne membre du CEA affectée à l'unité de négociation met sur pied un CCS chargé de fournir des conseils stratégiques sur la négociation, la mobilisation des membres et la mobilisation à la grève.

3.1.2 Le CCS est composé des membres du CEA responsables de l'unité de négociation, du membre (ou sa suppléance) du CNA choisi à même l'Élément comptant des membres dans l'unité de négociation, de même que des membres de l'équipe de négociation que celle-ci a choisis à cette fin, auxquels s'ajoutent des membres du personnel chargés de donner des conseils techniques au besoin.

3.1.3 La personne membre du CEA affectée à l'unité de négociation détermine, de concert avec la présidence de l'Élément comptant des membres dans l'unité de négociation, le nombre de membres élus/choisis par les équipes de négociation pour siéger au comité.

3.1.4 La personne membre du CNA (ou sa suppléance) responsable de l'unité de négociation assume la présidence du CCS.

3.1.5 Le CCS se réunit le plus tôt possible au début du processus de négociation, idéalement avant la signification de l'avis de négocier.

3.1.6 Le CCS établit sa propre procédure et son propre programme, mais il a généralement pour mandat de discuter et de recommander des stratégies visant le calendrier des négociations, les communications avec l'effectif et d'autres intéressés, la mobilisation des membres, la mobilisation à la grève et la stratégie de grève, de même que toute autre question susceptible d'avoir une incidence sur la négociation pendant une ronde donnée de négociations.

3.2 Conférences sur la négociation (le cas échéant)

3.2.1 Lorsque le CEA décide, de concert avec les Éléments comptant des membres dans les unités de négociation visées, que des conférences nationales sur la négociation doivent avoir lieu, les règles et procédures suivantes s'appliquent.

3.2.2 Les conférences sur la négociation offrent aux membres des unités de négociation, aux dirigeantes et dirigeants élus et aux activistes l'occasion

de se rencontrer afin de planifier la prochaine ronde de négociations, d'examiner les revendications contractuelles, d'établir des priorités, d'élaborer des stratégies initiales de mobilisation et de mieux comprendre le contexte politique dans lequel s'inscrira la ronde de négociations.

- 3.2.3 Les conférences sur la négociation sont aussi une excellente occasion d'apprentissage pour la relève et permettent à toutes les personnes présentes de renforcer leur solidarité.
- 3.2.4 Les personnes déléguées choisies pour assister aux conférences sur la négociation doivent être membres de l'unité de négociation et occuper une charge au sein du syndicat, comme celle de personne déléguée syndicale. Les personnes déléguées doivent être des activistes syndicales convaincues qui prennent part aux activités syndicales et qui souscrivent aux principes syndicaux, y compris la justice sociale et les droits de la personne.
- 3.2.5 Les membres du CNA et les autres dirigeantes et dirigeants élus à temps plein dont l'Élément compte des membres dans l'unité de négociation participant à la ronde de négociations peuvent assister aux conférences sur la négociation et participer pleinement à toutes les discussions, mais ils ne peuvent tenter de se faire élire en tant que membres de l'équipe de négociation ni voter lors de l'élection de ces derniers.

3.3 Conférences

- 3.3.1 Lorsque l'échéancier le permet, on organise des conférences sur la négociation. Le CEA, en consultation avec le CNC du CNA et la présidence de l'Élément, détermine le lieu et la date.
- 3.3.2 Le CEA, en consultation avec la présidence de l'Élément, détermine le nombre de personnes déléguées qui assisteront à la conférence sur la négociation.
- 3.3.3 Le CEA peut ajouter des personnes déléguées provenant des groupes d'équité (femmes, Peuples autochtones, groupes raciaux visibles, 2SLGBTQIA+, personnes ayant un handicap), des comités régionaux des jeunes si ces groupes et comités ne sont pas représentés de façon équitable à la conférence sur la négociation.
- 3.3.4. Les conférences sur la négociation sont présidées par la personne membre du CEA responsable de l'unité de négociation concernée ou par un membre du CNA nommé par la présidence nationale. Lorsque les conférences sont regroupées au même endroit, les séances portant sur

plusieurs régions peuvent être présidées par les membres du CEA responsables de la négociation collective ou par un membre du CNA nommé par la présidence nationale.

- 3.3.5 Le programme des conférences sur la négociation, qui est passé en revue et approuvé par des membres du CEA compétents ou par un membre du CNA nommé par la présidence nationale, peut varier d'une ronde de négociations à une autre. Dans tous les cas, les personnes déléguées pourront : examiner les revendications contractuelles, établir les priorités de négociation, élaborer des stratégies de mobilisation et élire les équipes de négociation. L'élection a lieu au début de la dernière journée de la conférence ou avant.

3.4 Équipes de négociation

Généralités

- 3.4.1 Les membres des équipes de négociation doivent occuper une charge au sein du syndicat et représenter tous les membres de l'unité de négociation et non des groupes particuliers de ladite unité ou du syndicat.
- 3.4.2 Les membres des équipes de négociation doivent assister à toutes les séances de négociation, à défaut de quoi ces personnes peuvent être retirées de leur équipe.
- 3.4.3 Les membres des équipes de négociation ne subissent aucune perte de revenus et leurs frais sont remboursés conformément aux lignes directrices administratives et leurs modifications successives, telles qu'elles sont approuvées par le CEA.
- 3.4.4 L'équipe de négociation informe les membres des progrès des négociations à chaque étape du processus (p. ex., avant l'échange initial, lorsqu'il y a une impasse et au moment de la ratification ou de la décision) ou plus fréquemment au besoin. Les membres de l'équipe se tiennent mutuellement informés de toute question que soulèvent les membres de l'effectif.
- 3.4.5 Les membres de l'équipe de négociation qui ne s'acquittent pas de leurs responsabilités peuvent être retirés de l'équipe. Les demandes de retrait doivent être soumises aux membres du CEA responsables de la négociation collective pour l'unité de négociation. C'est le CEA qui prend la décision quant au retrait ou non d'un membre de l'équipe de négociation.

Taille des équipes de négociation

- 3.4.6 Le CEA détermine la taille de chaque équipe de négociation en tenant compte de l'effectif de l'unité de négociation et de sa diversité sur les plans géographique, linguistique, et professionnel et des groupes d'équité.
- 3.4.7 Une équipe de négociation compte normalement entre trois et cinq membres, ce qui permet de s'assurer qu'elle est diversifiée sur les plans géographique et professionnel, des femmes et des groupes d'équité. Aucune équipe nationale de négociation ne devrait compter moins de cinq membres.

3.5 Élections ou choix des membres et composition des équipes de négociations

- 3.5.1 La présidence nationale peut nommer un membre du CEA et/ou du CNA au sein de l'équipe de négociation. Cette personne a droit de parole, mais elle n'a pas droit de vote.
- 3.5.2 La présidence nationale et/ou le CEA nomment à la présidence de l'équipe de négociation un membre du personnel. Cette personne a droit de parole, mais elle n'a pas droit de vote.
- 3.5.3 La présidence nationale et/ou le CEA peuvent nommer d'autres membres du personnel qui fourniront des conseils techniques à l'équipe de négociation. Ces personnes ont droit de parole, mais elles n'ont pas droit de vote.

3.6 Protocole d'accord

- 3.6.1 La présidence nationale (ou sa suppléance), après avoir consulté l'équipe ou les équipes de négociation visées, peut engager des négociations directes avec l'employeur afin de conclure un protocole d'accord.
- 3.6.2 Le pouvoir de conclure un protocole d'accord ou une lettre d'entente est dévolu au CEA. Les membres (ou leur suppléance) du CEA responsables de la négociation collective pour l'unité de négociation doivent être consultés avant la signature d'un protocole d'accord ou d'une lettre d'entente.
- 3.6.3 Les membres (ou leur suppléance) du CEA ont le pouvoir de signer tout protocole d'accord, toute convention collective ou toute lettre d'entente.

3.7 Scrutins

Choix au scrutin de la méthode de règlement des différends (seulement les unités assujetties à la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*)

- 3.7.1 Lorsque la loi le permet, la conciliation avec droit de grève constitue, pour toutes les unités de négociation, la méthode de règlement des différends. Les demandes de renvoi à l'arbitrage peuvent être soumises conformément aux dispositions ci-dessous. Si elles sont approuvées, elles seront en vigueur pour une ronde de négociation seulement.
- 3.7.2 Le choix de la méthode de règlement des différends s'effectue par scrutin lorsque 10 % ou plus des membres de l'unité de négociation en font la demande ou lorsque le CNA l'ordonne comme prévu à l'alinéa 2.4.4.
- 3.7.3 La méthode de règlement des différends est modifiée et approuvée à l'issue d'un scrutin majoritaire en ce sens, à l'exception des bulletins annulés, ou par décision du CNA.

Votes de grève

- 3.7.4 La présidence nationale est seule à pouvoir autoriser un vote de grève ainsi que le déclenchement ou la fin d'un mouvement de grève. Dans tous les cas, cette autorisation est donnée par écrit.
- 3.7.5 Sous réserve des dispositions législatives applicables, les votes de grève sont tenus à l'occasion de réunions ayant pour objet d'expliquer les questions non réglées et les raisons justifiant un vote de grève, sauf lorsque l'isolement d'un lieu de travail ou les horaires des quarts de travail exigent la prise de mesures particulières.
- 3.7.6 Sous réserve des dispositions législatives applicables en matière de travail, toutes les personnes salariées qui sont membres de l'unité de négociation ont droit de vote.

Scrutins de ratification

- 3.7.7 Le syndicat tient des réunions avant un vote afin d'expliquer les modalités de l'entente de principe, lorsqu'il doit trouver des solutions de rechange pour informer les membres dont le milieu de travail est isolé ou dont les quarts sont atypiques. Les membres peuvent voter à ces réunions ou par d'autres moyens déterminés par le CEA, en consultation avec l'Élément.

- 3.7.8 Les lignes directrices administratives énoncent les critères d'admissibilité à voter.
- 3.7.9 Un membre du CEA a le mandat de signer la convention collective d'une unité de négociation ou d'un groupe d'unités visé par une négociation concertée si les personnes salariées qui font partie de l'unité de négociation ont voté majoritairement en faveur de l'acceptation de la convention collective provisoire, à l'exception des bulletins annulés.

4. DÉROGATION AU RÈGLEMENT

- 4.1.1 Une demande de dérogation au présent règlement peut être formulée par la présidence d'un Élément ou par la présidente ou par le membre du CEA responsable de l'unité de négociation dans le cas des sections locales à charte directe.
- 4.1.2 Toute dérogation au présent règlement doit être approuvée par le CEA et la présidence de l'Élément comptant des membres dans l'unité de négociation ou le membre du CEA responsable de l'unité de négociation dans le cas des sections locales à charte directe.